

Questions orales

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je suis certain que le député conviendra que, en sa qualité de membre élu du Parlement, il se considère comme le représentant de ses commettants, y compris des travailleurs syndiqués. C'est ainsi que nous concevons notre rôle. Nous tenons beaucoup à obtenir la collaboration des syndicats et du monde des affaires. Une bonne partie des propositions sont tellement intéressantes en soi qu'il nous incombe d'essayer de prendre bon nombre de ces initiatives sans tarder, avec la collaboration de l'opposition, j'espère.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, un des problèmes que pose le ministre, c'est qu'il ne représente pas la circonscription prévue dans son mandat. C'est là un de ses problèmes. Le ministre a exprimé l'espoir que les représentants des travailleurs reprendront la place qu'ils ont abandonnée dernièrement au conseil. J'aimerais qu'il explique en gros les motifs de cette confiance, étant donné surtout que le Congrès du travail du Canada n'a même pas répondu à son invitation. Comment peut-il en être sûr?

M. Munro (Hamilton-Est): Monsieur l'Orateur, il faut être optimiste pour être ministre du Travail, et je suis optimiste.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA POSSIBILITÉ DE RÉSERVES LORS DU VOTE AUX NATIONS UNIES CONTRE L'INDÉPENDANCE DU TRANSKEI

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures qui est l'ancien secrétaire d'État aux Affaires extérieures; je lui souhaite donc la bienvenue, à l'occasion de son retour à son ancien poste, même si ce retour est temporaire. Le Canada a rejeté l'indépendance du Transkei, à l'instar de toutes les nations membres des Nations Unies, sauf les États-Unis—et j'en suis très heureux . . .

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Allons donc. C'est ridicule.

M. Brewin: C'est ridicule? C'est un fait certain que vous le vouliez ou non. J'aimerais savoir si le Canada a formulé des réserves lors de ce vote et connaître la nature de ces réserves.

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme l'a signalé le député, le Canada s'est opposé à cette forme de subterfuge politique pour essayer de résoudre les problèmes en Afrique du Sud. Quant aux réserves faites aux Nations Unies, je n'ai pu obtenir les renseignements nécessaires à ce sujet depuis que le député m'a prévenu de sa question. J'obtiendrai toutefois tous les renseignements qu'il désire et je les lui transmettrai personnellement à la Chambre à la première occasion.

● (1120)

DEMANDE D'ENGAGEMENT CONTRE L'ÉTABLISSEMENT DE RELATIONS AVEC LE TRANSKEI

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, le Conseil mondial des Églises ayant qualifié de pire escroquerie cette supposée indépendance, qui a été niée presque à l'unanimité par les Nations Unies, le secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures pourrait-il assurer à la Chambre que le Canada n'aura pas de contacts officiels avec cet État dont l'indépendance a été niée?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, c'est la suite logique à la position que le Canada a prise à ce sujet. Nous éviterons toute activité qui pourrait accorder de la validité à ce prétendu changement ou progrès politique.

* * *

L'ÉNERGIE

PÉTROLE—LA POSSIBILITÉ D'UNE HAUSSE DU PRIX MONDIAL—LES MESURES ENVISAGÉES

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, je poserai ma question au premier ministre. Elle concerne des rumeurs parues dans les journaux voulant que le prix mondial du pétrole fixé par les pays de l'OPEP grimpera de 15 à 20 p. 100. J'espère que le premier ministre ne répondra pas que c'est une question hypothétique, parce que je parle d'une hausse possible. Ma question est la suivante: étant donné que c'est le gouvernement qui établit le prix du pétrole sur le marché canadien, quelles mesures le gouvernement entend-il prendre pour concilier une pareille hausse du prix mondial du pétrole avec le prix du pétrole canadien?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député sait que les gouvernements fédéral et provinciaux se sont entendus sur une hausse de prix répartie en deux phases. La seconde phase commence le 1^{er} janvier. Si nous devons concilier notre prix avec une hausse du prix mondial, nous répéterons notre politique qui consiste à nous inspirer du prix mondial au Canada; les gouvernements fédéral et provinciaux devront alors se réunir à nouveau pour conclure une nouvelle entente.

* * *

LE BUREAU DU PREMIER MINISTRE

LE COÛT DES CADEAUX ÉCHANGÉS AVEC CUBA ET LE VENEZUELA

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Il s'agit d'une réponse que j'ai reçue cette semaine à une question que j'avais fait porter au *Feuilleton* le 14 octobre. J'ai demandé la liste des cadeaux que le premier ministre avait distribués à Cuba et au Venezuela et celle de ceux qu'il avait reçus. Je n'ai pas eu de réponse.